

Montréal métro



PHOTO ALAIN ROBERGE, La Presse

Marilou Grégoire-Blais, de l'opération SalAMI, et Lise Blais, de Solidarité Populaire Québec, croient que le discours néolibéral qui transpire de l'AMI menace directement les lois et programmes à caractère social du Canada et du Québec.

L'AMI compte aussi ses détracteurs au Québec

Des manifestants vont assiéger le Sheraton pour empêcher la tenue de la Conférence de Montréal sur la mondialisation, en mai

BRUNO BISSON

Une coalition de groupes populaires et syndicaux compte empêcher la tenue de la Conférence de Montréal sur la mondialisation des marchés, en mai prochain, dans l'espoir d'attirer l'attention du public sur les conséquences locales de l'Accord multilatéral sur les investissements (AMI).

L'annonce d'un report, pour six mois, des négociations en vue de l'adoption de l'AMI par les 29 pays membres de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE), dont le Canada, a été accueillie avec prudence, hier, par des porte-parole de la CSN et de Solidarité populaire Québec, deux groupes qui préparent leur réplique au discours économiciste dominant.

Dans la nuit de jeudi à vendredi, la première manifestation de l'opération SalAMI commencera par un rassemblement nocturne, vers minuit, devant la tour de la Bourse, au centre-ville de Montréal, pour se déplacer ensuite dans le Vieux-Montréal pour une « nuit de films politiques ».

Cette première manifestation n'est toutefois qu'un « palier » en vue de la cible prioritaire des organisateurs, soit le blocage de l'hôtel Sheraton, où se déroulera, du 24 au 27 mai, la Con-

férence de Montréal sur la mondialisation des marchés.

La porte-parole du regroupement des organismes qui ont mis sur pied cette opération, Marilou Grégoire-Blais, a été très claire sur son objectif, qui ne se limite pas à manifester devant les lieux de la conférence, mais à en empêcher le bon déroulement par l'occupation pacifique des lieux et la résistance passive, et non violente. Les manifestants seront même formés pour éviter les débordements d'agressivité.

Au Québec, on ne parle guère de l'AMI que depuis un mois alors qu'au Canada anglais, et encore plus en Europe, des coalitions de groupes communautaires et syndicaux ont mené depuis plus longtemps des campagnes de grande envergure contre l'accord, qu'on qualifie de « Charte des droits des multinationales ».

L'AMI est un pacte économique et financier conclu entre les 29 pays de l'OCDE au fil de négociations fort discrètes, amorcées en 1995. Reportée d'un an, en 1997, l'adoption de cet accord a été à nouveau repoussée de six mois, suivant la suggestion de la France qui s'est montrée plutôt frileuse sur l'AMI depuis quelques mois. Le Canada compte aussi parmi un bloc minoritaire de pays exigeant des exceptions et des changements profonds à l'accord proposé.

L'AMI permettrait notamment à des entreprises multinationales de bénéficier, en terre étrangère, des mêmes programmes et mêmes conditions que les entreprises locales, y compris les politiques d'approvisionnement des gouvernements.

À titre d'exemple purement hypothétique, si le gouvernement du Québec voulait un jour privatiser Hydro-Québec, il ne lui serait pas possible de faire en sorte qu'une majorité des actions de la société demeure en contrôle québécois.

Mais ce qui inquiète davantage les mouvements sociaux, que ce soit en Europe ou au Canada, tient dans la sauvegarde des acquis sociaux. Les détracteurs de l'AMI estiment que cet accord menace directement les lois sur les conditions minimales de travail, la protection de l'environnement, et même la souveraineté des États signataires, qui ne pourraient adopter des lois d'intérêt commun dès que celles-ci auraient un impact sur les chiffres d'affaires de sociétés étrangères établies sur leur territoire.

« Tout le discours sur la mondialisation de l'économie, affirme le secrétaire général de la CSN, Pierre Paquette, est un argument pour nous faire accepter des reculs sur les normes du travail que nous nous sommes donnés. »

Selon Mme Lise Blais, porte-parole de Solidarité Populaire, un regroupement de 150 organismes qui oeuvrent auprès des démunis et des assistés sociaux, la résistance à l'AMI s'organisera par « une globalisation des solidarités », et ne devra pas se relâcher, dans les six mois à venir, alors que des discussions entre les pays de l'OCDE se poursuivront loin des caméras.

« Si nous voulons bloquer la Conférence sur la mondialisation, dit-elle, c'est parce que l'idéologie monétariste qu'on y entend est la même que dans l'AMI. Elle ne laisse pas de place pour les peuples ».